

Diversité biologique, diversité culturelle : enjeux autour des savoirs locaux

Florence PINTON
IRD

Marie ROUÉ
MNHN/CNRS

Le thème de la revalorisation des savoirs locaux a d'importantes répercussions dans les pays du Sud *via* la CDB mais il n'est pas étranger aux revendications portées par certains acteurs du Nord, et il est important à ce titre d'y réfléchir même si l'érosion des savoirs « traditionnels » y est plus avancée. On observe en France des tentatives de re-créations d'anciens savoirs, voire même d'innovations, par des groupes souvent considérés comme marginaux. Les enjeux dont sont porteurs ces savoirs, nœud gordien de l'écologie, du culturel et du politique, ne sont pas les mêmes pour tous les acteurs.

Les communications mettent en avant les interrelations complexes qui lient les sociétés à la biodiversité qu'elles gèrent. **Elles sont fondées sur plusieurs hypothèses qui restent à expliciter et à valider et constituent en ce sens des questions de recherche. Nous les déclinons de la façon suivante :**

- Les savoirs et savoir-faire des populations considérées comme « traditionnelles » ou locales ont toujours été un objet de recherche central pour l'anthropologie tandis qu'ils ont été très longtemps ignorés, voire méprisés par les autres disciplines. Le regain d'intérêt que l'on observe depuis plusieurs années confirme la richesse de ces savoirs naturalistes et traduit en même temps un nécessaire repositionnement scientifique, finalisé jusqu'alors sur des objectifs de production à court terme. Le rapport à la connaissance est questionné.
- Une partie importante de la biodiversité est créée et maintenue par des groupes sociaux dont les pratiques de gestion sont encadrées par des savoirs qui ne peuvent être réduits à leur seule dimension pratique

(ou naturaliste). Les références culturelles (langue, rapports sociaux, représentations du monde) en constituent une dimension essentielle. Autrement dit, si on admet que la diversité biologique est liée à la diversité culturelle, c'est sur sa réciproque que les actions de conservations sont fondées : conserver les savoirs pour maintenir la biodiversité. On attribue ainsi à des savoirs par nature endogènes, une fonction écologique qui leur est extérieure et dont on connaît encore peu de chose. Seule une démarche holiste et pluridisciplinaire peut rendre compte de ces multiples interactions.

- Ces savoirs sont de plus en plus menacés – on parle d'érosion des savoirs – face à de multiples pressions d'ordre économique, sociale et culturelle (uniformisation des modes de vie, des modèles de consommation, diffusion de savoirs techniques validés par l'agronomie). Les jeunes générations qui ont fréquenté l'école sont de moins en moins les dépositaires de ces savoirs qui ont tendance à se fragmenter et à s'individualiser.
- Les savoirs locaux sont pourtant reconnus au niveau international. Leur protection fait partie des stratégies pour le développement durable et la conservation de la biodiversité : la diversité culturelle est devenue un point d'ancrage majeur pour l'action mondiale.

D'où la nécessité de mieux comprendre les conditions d'expression, de maintien et de recomposition de ces savoirs dans le contexte actuel. Les communications des quinze participants de l'atelier, introduites par Marie Roué, ont permis de présenter les résultats de recherche dans les domaines aussi variés que l'ethno-écologie, l'ethno-linguistique, l'agronomie et la sociologie. Elles montrent que les communautés locales ont des savoirs et des savoir-faire ancrés dans leur spécificité culturelle. La gestion de la biodiversité se traduit, en particulier, par l'existence de paysages originaux comme les rizières en terrasses *ifugao* ou cévenoles, par la création de milliers de variétés domestiques de plantes, enfin par l'intégration de la diversité sauvage à la langue et aux représentations.

Ces mises en perspectives amènent d'autres constats :

- L'idée de « conservation » des savoirs locaux serait illusoire si elle supposait la fermeture d'un groupe sur lui-même (muséification, folklorisation). Les savoirs sont en effet sans cesse transformés et il faut les saisir dans cette dynamique. La conservation doit être comprise comme une volonté de « réhabilitation » du local au sein d'une société globale, ce qui revient à s'interroger sur le processus de production lui-même de savoirs locaux.

- Il a été maintes fois souligné que cette réhabilitation des savoirs locaux doit s'appuyer sur une approche participative locale et de cogestion des ressources naturelles. Mais sa mise en œuvre nous renvoie à un processus social et politique complexe dans la mesure où elle pourrait transformer ces savoirs. Des gestionnaires se proposent par exemple d'effectuer un tri et de valider les savoirs considérés comme utiles ou bons pour la biodiversité, c'est-à-dire d'effectuer une rationalisation étrangère à leur raison d'être. De plus, de nombreux blocages peuvent contrarier l'enjeu de valorisation de ces savoirs, en particulier parce que se rencontrent des pratiques locales et des normes nationales ou internationales, des organisations traditionnelles et des représentants de l'État. Seule une épistémologie des savoirs peut résoudre les conflits de gestion dus à la non-prise en compte des valeurs de tous les acteurs et permettre la transmission des savoirs locaux dans un contexte de concurrence avec les savoirs scientifiques, en particulier à l'école.
- Les populations autochtones et du Sud, plus spécifiquement les jeunes générations, peuvent entrevoir la réhabilitation de leurs pratiques comme un moyen de défendre ou de revendiquer des droits souvent précaires : délimitation de leur terre, accès garanti à des ressources, ré-affirmation de leur identité, représentation politique. En ce sens, la CDB constitue une scène légale de représentation pour des populations jusqu'alors marginalisées. L'appropriation locale des enjeux de la conservation est de ce point de vue favorable à l'émergence de nouveaux discours et de nouvelles légitimités au sein même de ces populations.

De façon plus générale, il nous semble important d'orienter également les recherches vers les recompositions sociales à l'œuvre et susceptibles de produire des savoirs mixtes ou hybrides. Autour de quels objets s'effectue la médiation ?

Plusieurs communications se sont référées aux outils politiques, juridiques et économiques facilitant la valorisation des savoirs et des savoir-faire. La France a un rôle précurseur dans ce domaine par son recours aux indications géographiques. Si les « produits de terroir » acquièrent une plus-value économique liée à la protection de leur origine, c'est parce qu'ils sont au croisement d'une spécificité culturelle et biologique liée à une tradition qui peut intégrer races, variétés, savoirs et pratiques associées. Cependant, la complexité de ces dispositifs comme leur cadre trop normatif ont été présentés comme des contraintes limitant considérablement leur portée. Au Sud, cette question se décline en termes de partage des avantages et de définition de droits de propriété

intellectuelle qui protégeraient les ressources, les savoirs et savoir-faire locaux. Les mécanismes à mettre en place font l'objet de vives discussions au sein des organisations nationales et internationales. Le risque encouru dans le cadre de ces négociations est de réduire ces questions à des objectifs de commercialisation alors que nous devons les envisager comme une autre manière de penser les rapports de production dans leur relation au vivant.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
ET DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET À LA RECHERCHE

Cemagref
Cirad
Ifremer
Inra
IRD
MNHN

Écosystèmes et sociétés

*Concevoir une recherche pour
un développement durable*

sous la direction de
Jacques LOYAT

Écosystèmes et sociétés

Concevoir une recherche pour un développement durable

sous la direction de
Jacques LOYAT

MAE MAP MEDD MESR
Cemagref Cirad Ifremer Inra IRD MNHN

Je voudrais remercier tous ceux, très nombreux, qui ont contribué aux travaux des séminaires, notamment les membres du comité de rédaction qui ont apporté, durablement, un appui scientifique de haut niveau.

J'adresse un remerciement tout particulier à Michel Thibier, alors directeur général de l'Enseignement et de la Recherche, pour avoir soutenu et suivi de près, du début à la fin, cette initiative.

Jacques LOYAT

Comité de rédaction

Catherine AUBERTIN, IRD

Jacques DENIS, Ifremer

Denis DESPREAUX, MESR/DRIC

Vincent GRAFFIN, MNHN

Michel GRIFFON, Cirad

Bernard HUBERT, Inra

Jacques LOYAT, MAP/DGER

Daniel ROCCHI, MAP/DGER

Danielle SCHIRMANN-DUCLOS, MESR/HFDD

Daniel TERRASSON, Cemagref

ISBN : 978-2-7099-1627-1

© Cemagref, Cirad, Ifremer, Inra, IRD, MNHN, Paris, 2007